



C'est par leur mobilisation que les retraité·es seront entendues

Revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année de blanche, depuis trois ans, relayés par des « experts complaisants », les gouvernements tentent ... les retraité·es répondent !

Face à cette volonté politique d'économies, synonymes de régressions et, dans une démarche unitaire initiée par le groupe des neuf, les retraité.e.s, par leur mobilisation, ont interpellé directement la population. Le pouvoir a été contraint de reculer.

Même si les cibles évoluent, la stratégie reste identique : réduire drastiquement les dépenses de la Sécurité Sociale que ce soit dans la branche vieillesse notamment en s'attaquant aux pensions de réversion ou dans la branche maladie.

Aujourd'hui, face à une loi de financement de la Protection Sociale qui par ses conséquences remet plus encore en cause le droit à la santé partout, pour toutes et tous, les retraité.es entendent poursuivre l'interpellation de la population et exiger des réponses positives.

La difficulté voire l'impossibilité d'accéder aux services de santé par le double mécanisme de la désertification médicale et de l'augmentation des restes à charge, touche plus particulièrement la population retraitée.

La désertification médicale est particulièrement douloureuse en Eure-et-Loir, un des départements les plus sinistrés de France.

La volonté affichée de décentraliser les ARS (Agences régionales de santé), d'affecter une part de la CSG aux départements, renforce cette stratégie de désengagement de la Sécu et accentuera les fractures et inégalités territoriales.

Dans le cadre particulier de la prise en charge de l'autonomie, par les transferts de charge et face au vieillissement de la population, cette politique préfigure une ouverture encore plus grande au secteur marchand et un risque d'abandon d'une partie de la population.

Si le pouvoir a été contraint de reculer notamment sur l'abattement fiscal de 10 %, sur la revalorisation des pensions, sur l'année blanche, sur les franchises médicales, sur l'ALD (Affection longue durée), aussitôt le budget voté, il a remis ces points sur la table. Ce gouvernement entend poursuivre la remise en cause de droit à la santé partout, pour toutes et tous, refuser une véritable revalorisation des pensions et accentuer le démantèlement des services publics

Les organisations signataires, dans le cadre du G9, ont décidé d'une semaine nationale d'action entre le lundi 30 mars et le samedi 4 avril sur les questions de la santé, avec un temps fort le 2 avril

Le 2 avril, en Eure-et-Loir, rejoignez-nous :

Rassemblement place des Epars à 15h.

Diffusion de tracts et d'informations à la population

Demande d'audience en préfecture